



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS/AG

ARRETE

n° - 0 2 - 1 7 0 0 du 20 JUIN 2002 portant
prescriptions à la Société AXTER SA visant à évaluer la pollution des sols de
l'ancienne usine AXTER à HUNINGUE et à en maîtriser les conséquences

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Titre I^{er} du Livre V du code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L 511-1 et L 512-7 ;
- VU** le Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux déchets ;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1963 autorisant la Société ASPHALTOID-KELLER à exploiter à HUNINGUE, rue du Port, un dépôt de bitumes et un atelier de fabrication de produits bitumés dont les installations sont visées par les rubriques N° 66/1, 67/1, 67/2, 120, 255/3 et 217/2 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 19 décembre 2001 ;
- CONSIDERANT** la lettre du 4 décembre 1986, adressée à M. le Préfet, dans laquelle la Société MEYNADIER SA déclare reprendre les activités de la société ASPHALTOID-KELLER ;
- CONSIDERANT** la vente le 25 août 1989 par la Société MEYNADIER devenue MBT France, de l'immeuble et du fond de commerce à la Société COMPOSANTS INDUSTRIALISES DU BATIMENT CIB ;
- CONSIDERANT** la fusion de CIB dans ASPHALTOID en date du 2 mai 1990 ;
- CONSIDERANT** le changement de dénomination sociale de ASPHALTOID en AXTER en date du 28 mai 1990 ;
- CONSIDERANT** que la Société AXTER a exploité sur le site les installations de fabrication de produits bitumés de fin août 1989 à fin novembre 1991 ;

CONSIDERANT que l'absence de déclaration de changement d'exploitant suite à l'achat en août 1989 des terrains et installations cédés par la Société MBT France, ne dispensait pas la Société AXTER de ses obligations d'exploiter conformément aux dispositions réglementaires ;

CONSIDERANT que l'absence de déclaration de l'arrêt définitif de l'exploitation en novembre 1991, avant la vente de l'immeuble à ESPACE RHENAN, ne dispensait pas la Société AXTER, de ses obligations de remise en état du site en tant que dernier exploitant ;

CONSIDERANT que le procès-verbal de constat dressé le 4 mai 1993 par huissier de justice fait état de la présence sur le site, de réservoirs enterrés contenant de l'huile, de débris de fûts métalliques, ainsi que d'une quinzaine de réservoirs rassemblés au centre du site, déterrés préalablement, et contenant du bitume mou ou solidifié ;

CONSIDERANT que la Société AXTER a pris en charge en décembre 1993 l'évacuation de 4 réservoirs et du bitume contenu, découverts lors des travaux de démolition entrepris par ESPACE RHENAN ;

CONSIDERANT que lors de travaux de terrassement en 2001, en vue de la construction de trois immeubles à usage d'habitation, une pollution des sols par des hydrocarbures polycycliques aromatiques a été constatée sur le site ;

CONSIDERANT que les rapports datés du 27 juin et du 17 juillet 2001, établis par le Bureau d'Etudes GESTER, mandaté par PROMOGIM SA, propriétaire actuel du site, font état du contexte géologique du site, des résultats des investigations, des travaux de dépollution entrepris sur l'emprise d'un des futurs bâtiments, et des mesures de sécurité prises provisoirement en vue d'éviter tout transfert de la pollution par les terres excavées ;

CONSIDERANT qu'il convient :

- d'une part, de prendre en charge les matériaux pollués excavés et stockés provisoirement,
- d'autre part, de déterminer l'extension spatiale de la pollution des terrains, les risques qu'elle peut engendrer et les dispositions à prendre en vue d'éliminer ces risques notamment au vu de l'usage prévu d'habitation du site ;

CONSIDERANT la circulaire du 10 décembre 1999, relative aux sites et sols pollués et aux principes de fixation des objectifs de réhabilitation ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L511-1 du code de l'environnement : « Sont soumis aux dispositions de la présente loi, les usines, ateliers, dépôts, chantiers et d'une manière générale les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publiques ou privées, qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, et la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments » ;

CONSIDERANT que dès lors, il incombe à la société AXTER, en sa qualité de dernier exploitant, de prendre en charge les matériaux pollués excavés, de déterminer l'extension spatiale de la zone polluée, d'évaluer les risques dus à cette pollution et de proposer les dispositions à prendre en vue d'éliminer ces risques ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 4 avril 2002 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er} -

La société AXTER SA, dont le siège social est 5 bis, Chemin de Halage, 60460 PRECY sur OISE, est tenue :

- de traiter, de manière à ce qu'ils ne présentent aucun inconvénient visé à l'article L 511 1 du code de l'environnement, les déblais pollués, issus des travaux de terrassement du site qu'elle avait occupé à HUNINGUE jusqu'en 1991, et stockés provisoirement,
- de réaliser un diagnostic approfondi et une évaluation détaillée des risques pouvant être générés par la pollution résiduelle du site,
- de proposer des mesures de réhabilitation visant à éliminer ces risques en fonction de l'usage prévu d'habitation auquel est destiné le site.

Article 2 -

Le traitement des terres excavées polluées sera réalisé dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux d'enlèvement seront effectués de manière à éviter toute pollution de l'air, de l'eau et des sols.

Article 3 -

Les études précitées seront effectuées selon la méthode définie dans le guide « Gestion des sites pollués : diagnostic approfondi, évaluations détaillées des risques » du Ministère chargé de l'Environnement.

Article 4 -

Le diagnostic approfondi portera notamment sur la caractérisation de la pollution, son extension, et sur les voies de transfert vers les cibles à protéger qui seront identifiées.

L'évaluation détaillée des risques déterminera l'impact de la pollution sur la santé et sur l'environnement en tenant compte des différentes voies de transfert.

Les objectifs de traitement seront définis au vu des résultats obtenus et de l'usage prévu du site, ils prendront en compte les risques liés aux travaux de réhabilitation nécessaires.

Article 5 -

Le diagnostic approfondi et l'évaluation détaillée des risques, avec la proposition d'éventuels travaux de réhabilitation, feront l'objet d'un rapport qui sera remis dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 -

L'accès au site sera interdit au public et jusqu'à leur enlèvement, les terres polluées excavées, seront entreposées de manière à éviter toute émission de gaz, de poussières et de lixiviats.

Article 7 -

Les frais induits par les travaux prescrits sont à la charge de la Société AXTER SA.

Article 8 -

Un exemplaire du présent arrêté est notifié à la société AXTER SA.

Un exemplaire est également transmis à:

- la DDASS, Cité administrative, 3 rue Fleischhauer à Colmar
- la DDAF, Cité administrative, 3 rue Fleischhauer à Colmar

Un avis faisant connaître qu'une copie du présent arrêté est déposée en mairie de HUNINGUE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré, à la diligence du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de HUNINGUE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 9 -

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin et le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.



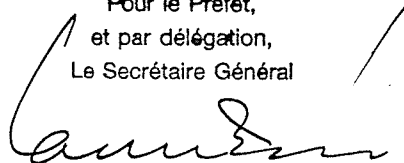
Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le 20 JUIN 2002

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.